Nations Unies S/PV.4652



Conseil de sécurité

Cinquante-septième année *Provisoire*

4652e séance
Mardi 3 décembre 2002, à 15 heures
New York

Président :	M. Valdivieso	(Colombie)
Membres :	Bulgarie	M. Katzarski
	Cameroun	M. Tidjani
	Chine	M. Wang Yingfan
	États-Unis d'Amérique	M. Williamson
	Fédération de Russie	M. Stanislavov
	France	M. Pinguet
	Guinée	M. Traoré
	Irlande	M. Corr
	Maurice	M. Koonjul
	Mexique	M. Aguilar Zinser
	Norvège	M. Kolby
	République arabe syrienne	M. Atieh
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Thomson
	Singapour	Mme Lee

Ordre du jour

La crise alimentaire en Afrique, menace à la paix et à la sécurité

Exposé de M. James Morris, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial

02-71811 (F)

La séance est ouverte à 15 h 15.

Remerciements au Président sortant

Le Président (*parle en espagnol*) : Étant donné que c'est la première séance du Conseil de sécurité pour le mois de décembre, je voudrais saisir cette occasion pour rendre hommage, au nom du Conseil, à mon prédécesseur, le Représentant permanent de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies pour la manière dont il a présidé le Conseil pendant le mois de novembre 2002. Je rends également hommage aux autres membres de sa délégation.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La crise alimentaire en Afrique, menace à la paix et à la sécurité

Exposé de M. James Morris, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial

Le Président (*parle en espagnol*) : Conformément à l'accord auquel le Conseil de sécurité est parvenu lors de ses consultations préalables, et en l'absence d'objection, je considère que le Conseil de sécurité décide d'inviter, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, M. James Morris, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

J'invite le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial, M. James Morris, à prendre place à la table du Conseil.

Au nom du Conseil je souhaite la bienvenue au Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour. Le Conseil de sécurité se réunit conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations préalables.

À cette séance, le Conseil de sécurité va entendre un exposé du Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial, M. James Morris. Je lui donne la parole.

M. Morris (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, le Programme alimentaire mondial considère comme un très grand honneur d'être aujourd'hui parmi vous et vos collègues. Le Programme alimentaire mondial est l'institution du système des Nations Unies qui a la responsabilité de nourrir les gens les plus pauvres dans le monde et ceux qui souffrent le plus de la faim, où qu'ils se trouvent. L'année dernière, nous avons ainsi nourri environ 80 millions de personnes dans 83 pays. Il y a 10 ans, 80 % de notre travail aurait porté sur le développement. Aujourd'hui, 80 % de notre travail consiste à faire face à des situations d'urgence. La difficulté est de faire face aux situations d'urgence de manière à apporter aux personnes que nous aidons un avantage qui restera permanent et de nourrir les gens pour faire en sorte que leurs possibilités d'éducation s'en trouvent améliorées de même que leur santé et leur nutrition et, finalement, que leur moyens de subsistance, leur sécurité alimentaire et leurs possibilités de générer des ressources soient renforcés.

Il y a seulement huit mois que j'occupe mon poste. Nous employons environ 9 000 personnes et notre siège est à Rome; 700 de nos employés sont à Rome. Lorsque je vais voir mes collègues plus anciens, ils me disent que jamais dans l'histoire du Programme alimentaire mondial on n'a dû relever autant de défis difficiles que maintenant. Nous travaillons partout dans le monde. L'année dernière nous avons nourri 10 millions de personnes en Afghanistan et 6,5 millions de personnes en Corée du Nord. Nous nourrissons actuellement un demi-million de personnes dans les territoires palestiniens. Nous avons terminé notre travail au Timor oriental, au Kosovo et en Yougoslavie, mais je suis ici pour vous dire que 60 % environ de nos activités aujourd'hui se déroulent en Afrique.

Il y a cinq endroits en Afrique qui connaissent des problèmes extrêmement graves. Les problèmes en Afrique tiennent à plusieurs facteurs à la fois: des conditions météorologiques très difficiles qui sont aggravées par le phénomène El Niño; des problèmes de santé extrêmement difficiles, énormément compliqués par le VIH/sida – j'en parlerai plus longuement dans quelques minutes – des troubles civils; le nombre très considérable de réfugiés et de personnes déplacées; les mines terrestres; la question des organismes génétiquement modifiés (OGM); et les questions extrêmement difficiles se rapportant à la gouvernance et à la politique économique.

Pour faire ce que l'on attend de nous, notre Conseil a approuvé cette année un programme de travail qui se chiffre entre 2,5 et 3 milliards de dollars.

Tout notre soutien vient de contributions volontaires versées par les gouvernements. Nous recevons essentiellement 90 % de ce dont nous disposons de 10 entités, y compris la Communauté européenne. Nous avons besoin d'un appui plus important de la part des bailleurs de fonds actuels, et nous avons besoin que de nouveaux donateurs deviennent nos partenaires. Nous sommes très reconnaissants de ce que des pays comme la Russie, la Chine, l'Inde, Oman, le Pérou et l'Algérie – la liste est plutôt longue – aient décidé de nous aider pour la première fois, cette année. Une grande partie de ce soutien va au travail accompli en Afrique australe.

Le Secrétaire général, M. Kofi Annan, est notre très grand ami. En juillet, il m'a demandé d'être son envoyé spécial pour examiner les questions humanitaires dans les six pays de l'Afrique australe : Malawi, Mozambique, Zambie, Zimbabwe, Lesotho et Swaziland. Le fait est que 14,5 millions de personnes dans ces six pays sont en grave danger de famine – la moitié d'entre eux au Zimbabwe, 3 millions environ en Zambie et autant au Malawi, et plusieurs centaines de milliers dans les trois autres pays. Le Mozambique n'est touché que dans sa partie méridionale.

Le VIH/sida a grandement compliqué les effets de graves problèmes météorologiques. Je dirais que l'épidémie de VIH/sida a fondamentalement modifié le paysage économique de ces six pays. Au cours d'une visite récente que j'ai effectuée dans la région, j'ai passé beaucoup de temps avec des enseignants et avec des jeunes. Il y a 11 millions d'orphelins du sida en Afrique subsaharienne et 4,6 millions dans les six pays que j'ai mentionnés, dont 60 % sont devenus orphelins parce que leur mère et leur père sont morts du sida. C'est une vérité tragique. Le sida entraîne toutes sortes d'autres graves problèmes de santé – choléra, tuberculose, paludisme, polio, diarrhée, etc.

Les conditions climatiques sont très difficiles, la situation sanitaire est inimaginable, du fait du VIH/sida, et il y a des problèmes particulièrement difficiles de gouvernance et de politique macro-économique. Il est clair qu'à long terme, pour pouvoir remédier de manière substantielle à de telles situations ou pour les atténuer, il faut que les économies s'ouvrent de manière considérable et que le rôle du marché soit renforcé. Il faut qu'entre en jeu toute une gamme de nouvelles influences économiques qui ont permis à des pays du monde entier de voir leurs efforts couronnés de succès.

Mais surtout, il doit y avoir des investissements importants dans l'infrastructure agricole. Je crois que les pays du monde entier qui appuient le développement ont perdu de vue l'importance des investissements de base fondamentaux pour l'infrastructure agricole, mais je pense que le vent est en train de tourner. Toutefois, pour que les populations deviennent autonomes en matière alimentaire, il leur faut un système agricole de base solide, et je me félicite que des pays comme le Royaume-Uni et les États-Unis aient considérablement augmenté leurs investissements dans l'infrastructure agricole.

Un deuxième domaine en Afrique qui est très préoccupant, c'est ce que nous pourrions appeler la grande région de la corne de l'Afrique. Pour certains, cette région ne comprend que l'Éthiopie et l'Érythrée, mais nous y ajouterions le Soudan. L'Éthiopie et l'Érythrée sont des pays très dépendants de l'agriculture non irriguée pour leurs récoltes et pour l'élevage. Or, au cours de l'année écoulée, ils ont connu une situation météorologique difficile – pratiquement aucune pluie au printemps, et des pluies d'automnes tardives. En Érythrée, cette année, les récoltes ne seront que 20 % de ce qu'elles étaient l'année dernière, tandis qu'en Éthiopie, elles diminueront de 20 % et un sixième de la population sera en grave danger. Dans le pire des cas, quelque 15 millions de personnes – un nombre comparable à celui de l'Afrique australe – seront en danger dans la corne de l'Afrique.

En outre, le Programme alimentaire mondial nourrit chaque jour 2,9 millions de personnes au Soudan. Cette situation est le résultat d'un ensemble de facteurs climatiques, de conflits et de réfugiés. Dans le Sahel occidental, en particulier en Mauritanie, mais aussi en Gambie, au Mali, au Sénégal et au Cap-Vert, il y a eu de graves problèmes de sécheresse. Dieu merci, ces pays n'ont pas connu de conflits, mais quelque 750 000 personnes seraient en danger en raison des conditions climatiques dans le Sahel occidental.

En Afrique de l'Ouest – Sierra Leone, Libéria, Guinée et Côte d'Ivoire – un million de personnes sont également en danger, et ce nombre pourrait être beaucoup plus important en raison des luttes et de l'afflux énorme de réfugiés et de personnes déplacées qui se déplacent dans la région. Quand on aligne tous ces chiffres, on arrive rapidement à la conclusion que 38 à 40 millions de personnes en Afrique courent des risques de famine.

Le Programme alimentaire mondial est la plus grande institution humanitaire au monde. Dans le monde entier, 2 000 organisations non gouvernementales (ONG) sont nos partenaires, et notre budget pour ce que nous faisons dans ces endroits en Afrique est d'environ 1,4 milliard de dollars. à ce jour, nous en avons réuni un peu plus de 700 millions. Cela ne tient pas compte de nos programmes alimentaires dans les écoles ou de ce que nous faisons pour améliorer la nutrition, etc.

Le fait est que les problèmes météorologiques sont tout simplement bien plus graves aujourd'hui qu'ils ne l'étaient il y a 10 ans. Au début des cinq premières années des années 90, nous avions en moyenne 18 situations d'évaluation alimentaire d'urgence. Au cours des cinq dernières années de cette décennie, le chiffre était en moyenne de 33, soit près de deux fois plus.

Pour réaliser des progrès, il y a une demi-douzaine de choses à faire. Comme je l'ai dit, nous avons besoin d'un financement plus solide et plus systématique de l'aide humanitaire. La quantité d'aide alimentaire dans le monde au cours des trois dernières années est tombée de 15 à 11 millions de tonnes par an, une diminution de 25 %. Au total, 62 % de l'appui accordé au Programme alimentaire mondial provient des États-Unis. Nous sommes extrêmement reconnaissants à ce pays de sa générosité, mais la situation n'est ni saine ni durable lorsqu'un seul pays fournit un pourcentage aussi élevé au budget d'une seule organisation.

De toute évidence, il faut davantage d'investissements de base dans l'agriculture. Aucun pays au monde n'a connu le succès économique sans avoir d'abord mis en place une économie agricole importante. Comme je l'ai mentionné, je suis particulièrement reconnaissant au Royaume-Uni qui a multiplié par cinq ses investissements dans l'agriculture de base.

Troisièmement, le secteur privé doit pouvoir fonctionner. Dans certains des endroits où nous avons le plus de difficultés, il n'y a pas de secteur privé qui fonctionne, il n'y a pas de marché. Les prix sont fixés, les marchands de céréales ne peuvent pas faire leur travail. Sans les incitations, les initiatives et les récompenses du secteur privé, il n'y aura pas les récoltes nécessaires.

Nous devons investir de façon beaucoup plus substantielle dans l'alimentation. Un investissement modeste dans l'alimentation pourrait avoir la plus grande influence sur l'énergie et la santé des personnes.

Deuxièmement, investir dans notre programme de cantines scolaires est peut-être notre plus important atout. L'an dernier, nous avons nourri 15 millions d'enfants répartis dans 57 pays dans le monde. La vérité, c'est qu'il y a 800 millions de personnes victimes de la faim, dont 300 millions sont des enfants. De même, la moitié de ces enfants ne vont pas à l'école. Ce problème touche de façon disproportionnée les jeunes femmes. Ainsi, nous assurons la fourniture de repas scolaires pour encourager les enfants à se rendre à l'école. Un repas incite les parents à envoyer les enfants à l'école. Une fois que l'enfant est à l'école et ne souffre pas de la faim, il commence à apprendre.

Nous pouvons travailler avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour procéder à toutes sortes d'interventions majeures sur le plan de la santé. La moitié de ces enfants ont des vers, et pour 30 cents par an, un enfant peut en être débarrassé. Si un enfant a des vers, 50 % de la valeur nutritionnelle de son alimentation nourrit en fait les vers. Ainsi, la fourniture d'une alimentation à un écolier, qui peut être assurée avec 38 dollars par an ou 19 cents par jour, peut transformer entièrement la vie d'un enfant. S'agissant de la paix et de la sécurité, rien ne saurait remplacer l'espoir et les possibilités que l'on pourrait offrir aux jeunes afin qu'ils aient des rêves éclatants pour leurs vies et qu'ils évitent de commettre des erreurs.

Je voudrais prendre quelques minutes pour parler au Conseil de mon voyage récent en Corée du Nord. C'est une question qui, à mon avis, devrait être une source de préoccupation pour le Conseil. J'y ai séjourné cinq jours la semaine dernière. Le Programme alimentaire mondial (PAM) nourrit 6,4 millions de personnes par an en Corée du Nord, dont 4 millions d'enfants, 400 000 femmes enceintes ou allaitant, 400 000 personnes âgées et plus d'un million de personnes dans le cadre de notre programme « vivres contre travail ». Le budget est d'environ 240 millions de dollars par an. Ce mois-ci et le mois dernier, nous avons réduit de moitié notre activité en Corée du Nord, passant de 4 millions de personnes à 3,4 millions. Je prévois une nouvelle réduction de moitié en janvier.

Nous aurons besoin de 550 000 tonnes métriques de vivres en Corée du Nord l'an prochain. À ce stade, nous avons reçu des promesses de contributions pour 33 000 tonnes métriques, 23 000 de l'Union européenne et 10 000 de l'Italie. Nos principaux bailleurs de fonds n'ont pas annoncé de contributions pour notre activité en Corée du Nord. Cela est dû à des raisons diverses que le Conseil connaît mieux que moi.

La question clef sur laquelle je porte mon attention – et sur laquelle le Programme alimentaire mondial s'efforce de se concentrer - est son programme qui vise à nourrir les pauvres victimes de la faim, laissant à d'autres le soin de débattre de toutes les autres questions politiques. Mais nous avons établi un ensemble de principes qui régissent notre opération, à savoir la possibilité d'accès, l'obligation redditionnelle, la transparence et une tolérance zéro pour la bêtise ou pour notre impuissance à travailler dans un pays donné.

En Corée du Nord, nous sommes autorisés à travailler dans 163 des 206 provinces. Certes, nous n'avons pas la possibilité de procéder à l'improviste à des vérifications, mais nous effectuons 40 visites de contrôle par mois. Le Gouvernement nord-coréen ne nous fournit pas de liste des bénéficiaires. L'obligation redditionnelle entre donc en jeu une fois de plus.

Je porte cet aspect à votre attention seulement parce que le PAM emploie 110 personnes en Corée du Nord. Soixante sont des Nord-Coréens et 50 sont des fonctionnaires internationaux. Nous représentons somme toute l'Organisation des Nations Unies en Corée du Nord. Nous travaillons étroitement avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation mondiale de la santé et d'autres institutions, comme le Programme des Nations Unies pour le développement, mais leur présence est fort modeste. Nous avons la plus large présence. Nous sommes l'institution chef de file. Nos cadres sont responsables du travail de coordination et de l'aide humanitaire. Nous sommes la seule présence internationale à disposer de bureaux en dehors de la capitale. Nous disposons de cinq bureaux régionaux dans le pays en Corée du Nord, de même qu'un à Pyongyang.

Je suis préoccupé que d'ici au 1er avril, nous risquons de ne plus disposer de ressources suffisantes pour accomplir notre travail. Il n'y aura donc plus de PAM et, finalement, plus de présence de l'ONU dans ce pays. Pour des raisons diverses, je pense que ce ne serait pas une bonne chose pour le monde ni une bonne chose pour l'ONU. Et ce n'est certainement pas profitable pour la population de la République populaire démocratique de Corée. Mais je n'aurais pas pu venir ici sans vous révéler la vérité.

Nous sommes plus réclamés que nous l'avons jamais été dans notre histoire. Nous travaillons avec acharnement pour répondre à cette demande. Notre attention se porte essentiellement sur les personnes les plus vulnérables dans une société donnée. Notre travail vise les femmes et les enfants, à commencer par les plus jeunes jusqu'à l'âge de 12 ans environ. Nous travaillons également avec les personnes âgées. Nous travaillons beaucoup dans les hôpitaux pédiatriques et dans les orphelinats. Nous fournissons une alimentation complémentaire et thérapeutique qui améliore la qualité de vie des plus jeunes enfants.

Un enfant né d'une mère en bonne santé et qui reçoit une bonne nutrition ses deux premières années sera plus susceptible de connaître un bon développement intellectuel et physique. Un enfant né d'une mère mal nourrie ou qui ne reçoit pas une alimentation suffisante ses deux premières années subira des conséquences irréversibles tant sur le plan cérébral que sur le plan moteur. C'est la raison pour laquelle il est si important de nous concentrer sur les enfants.

J'ai remis au Conseil le texte de ma déclaration et me suis efforcé de passer en revue mes préoccupations principales. Les problèmes en Afrique sont considérables. Il y a en Afrique 40 à 50 millions d'enfants en âge scolaire qui ne vont pas à l'école et qui devraient participer à un programme de cantines scolaires pour les inciter à aller à l'école. L'expérience scolaire est fondamentale pour s'informer du VIH/sida. L'éducation représentera pour eux la seule occasion d'envisager d'autres modes de vie. La perte du père et de la mère dans une ferme bouleverse la structure familiale et le rendement agricole. La situation est plus tragique qu'il me serait possible de la décrire. C'est la raison pour laquelle l'expérience scolaire revêt une importance considérable. En Zambie, la moitié des enfants en âge scolaire ont abandonné l'école, et 25 % au Zimbabwe. Ce sont des chiffres dramatiques. Mais je serai heureux de répondre aux questions du Conseil ou d'en débattre.

Michael Usnick est le représentant du PAM ici à New York. Il est à la disposition du Conseil à tout moment. Nombre d'entre vous sont d'excellents amis. Je vois ici mon ami de l'Irlande. L'Irlande a été l'un de nos plus fermes partisans et a augmenté sa contribution de 23 % par an. Nous avons également d'excellents amis au Cameroun et en Chine. Je me trouve parmi des amis et suis reconnaissant de cette occasion.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie M. Morris, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial de son exposé fort inquiétant, quoique complet.

M. Thomson (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je voudrais d'abord, à cette première réunion, rendre un hommage chaleureux à la présidence sortante du Conseil de sécurité et vous saluer chaleureusement, Monsieur le Président, à la présidence. Ma délégation attend de travailler étroitement avec la vôtre.

Je voudrais vous féliciter tout particulièrement d'avoir convoqué la réunion de cet après-midi. Nous considérons comme une initiative utile et imaginative d'inviter James Morris et le Programme alimentaire mondial (PAM) à venir discuter avec nous. Nous pensons que ce type d'initiative contribue à une meilleure compréhension de la prévention des conflits dans le travail du Conseil de sécurité et nous y voyons une contribution visant à rassembler différentes parties du système des Nations Unies en vue de travailler ensemble de façon plus efficace.

Nous voudrions remercier le PAM de ses efforts. Nous comprenons les tâches redoutables auxquelles il fait face avec 80 % de son budget consacrés aux opérations humanitaires d'urgence. Cela doit être un objectif pour nous tous de voir ce pourcentage revenir à ce qu'il était il y a 10 ans, lorsque 80 % des efforts du PAM étaient consacrés au développement.

Une partie de cet effort doit porter sur les liens entre les conflits et l'insécurité alimentaire. Nous voyons un lien clair entre la paix et la sécurité, d'une part, et la sécurité alimentaire, d'autre part. Les conflits peuvent être une cause majeure de crises alimentaires et, dans le même temps, l'insécurité alimentaire peut parfois être une cause directe et un facteur du déclenchement d'un conflit et de son prolongement que ce soit du fait de réfugiés ou de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, ou d'une compétition pour des ressources naturelles, telles que l'eau.

M. Morris a eu l'amabilité de faire plusieurs allusions aux investissements du Royaume-Uni dans le développement agricole de base. C'est que nous considérons l'insécurité alimentaire comme un symptôme d'un phénomène plus large, celui de la pauvreté. Nos investissements accrus dans la production agricole dans les pays les moins avancés sont basés sur la perception de ce lien et sur la reconnaissance du fait que la pauvreté et les conflits sont trop souvent des phénomènes qui vont ensemble. Nous devons examiner la façon dont l'alimentation, la pauvreté et les conflits sont liés entre eux et reconnaître la nécessité de traiter de ces liens dans nos débats au Conseil de sécurité sur la paix et la sécurité.

J'aurais quatre questions brèves pour M. Morris.

Premièrement, je voudrais savoir si le Programme alimentaire mondial est convaincu que ceux qui ont besoin d'aide alimentaire en Afrique la reçoivent et si l'on dispose de mécanismes suffisants pour contrôler ce point.

Deuxièmement, un autre point qui nous intéresse est de savoir comment le PAM coordonne son action avec d'autres institutions pour s'assurer que tout potentiel de conflit dans les zones où il travaille est réduit au minimum. Nous serions intéressés par les commentaires de M. Morris sur la coordination entre le Programme alimentaire mondial et le Département des opérations de maintien de la paix, par exemple sur la manière dont le PAM fait face à l'insécurité alimentaire dans des situations de conflit et dont il gère l'aide alimentaire dans ces zones.

Enfin, j'ai une question sur la situation en Afrique australe, qui est visiblement très grave. Nous serions intéressés par l'avis du PAM sur la mesure dans laquelle cette crise est causée par la sécheresse et aggravée par les politiques gouvernementales. M. Morris a fait allusion au rôle que la politique économique et ses décisions gouvernementales peuvent jouer dans ce domaine. Dans ce contexte, je pense en particulier au Zimbabwe.

M. Koonjul (Maurice) (*parle en anglais)* : Monsieur le Président, je voudrais d'abord vous exprimer mes très sincères félicitations pour votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois. C'est une excellente manière pour la Colombie de finir son mandat au Conseil.

Je voudrais également exprimer ma très chaleureuse gratitude à l'Ambassadeur Wang Yingfan et à toute l'équipe chinoise pour leur excellente présidence au cours du mois écoulé.

Nous voudrions remercier M. James Morris pour son exposé extrêmement complet et utile. Nous avons été particulièrement intéressés par les opinions qu'il a exprimées sur la nécessité pour les gouvernements de souligner l'importance de l'agriculture dans leurs politiques. Je pense que ce point est très important et nous attendons avec intérêt d'autres débats et documents stratégiques utiles sur la façon dont les gouvernements peuvent mener des politiques agricoles pour trouver une certaine forme de sécurité alimentaire.

En tant que membre de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), Maurice est très préoccupé par la situation humanitaire alarmante dans notre région. Nous savons que M. Morris et son équipe ont visité la région il y a deux mois et ils ont dû être témoins des effets dévastateurs de la famine extrême et de la propagation du VIH/sida. Dans certains pays, familles et enfants ont recours à des mesures extrêmes pour survivre, en se nourrissant de fruits sauvages, qui sont souvent toxiques. La pire période de la crise, qui est la saison des pluies, n'est pas encore venue. D'après de récents communiqués de presse du Bureau régional d'appui à la coordination interinstitutions en Afrique australe (ONU), l'opération de secours humanitaires en Afrique australe a un déficit de 400 000 tonnes de vivres, et même la prochaine saison ne permettra pas aux agriculteurs de produire suffisamment de vivres pour soutenir la population en raison de l'intensification d'El Niño.

Je sais que notre collègue du Royaume-Uni a parlé de la combinaison de la sécheresse et des politiques actuelles de certains gouvernements, qui ont pu aggraver la situation. Mais dans la région d'Afrique australe, nous avons connu une sécheresse extrême durant plusieurs mois, et c'est la cause principale du problème qui se pose dans la région.

Il est probable que la production agricole pourrait chuter davantage, exigeant ainsi des secours alimentaires au-delà de 2003. Il est inquiétant de noter que le nombre d'habitants des pays de la SADC qui continueront de souffrir de crises alimentaires jusqu'à l'an prochain serait d'environ 15 millions. Ma délégation voudrait que M. Morris nous parle de la stratégie que le Programme alimentaire mondial adopte pour ses opérations et ses besoins en ressources face à cette grave situation.

Nous avons une deuxième préoccupation qui est également liée à cette région – l'état des produits alimentaires génétiquement modifiés qui sont actuellement acheminés vers certains pays de la SADC. Nous savons tous que les dons alimentaires au PAM comprennent des produits génétiquement modifiés et que certains pays sont à juste titre préoccupés par le risque potentiel posé à la diversité biologique de leurs variétés de maïs. Comme nous le savons tous, ils ont exprimé des réserves quant au fait de recevoir de tels produits alimentaires. Dans certains pays de la SADC, on entreprend de moudre des produits génétiquement modifiés, notamment des graines de maïs, mais ils n'ont pas tous la capacité de le faire.

Nous croyons comprendre que les institutions des Nations Unies qui participent aux opérations humanitaires prévoient de mettre en place une politique d'aide alimentaire faisant appel à des produits génétiquement modifiés ou des aliments dérivés des biotechnologies. Nous aimerions en savoir plus sur la sûreté de ces produits et sur le nombre d'études qui ont été faites pour vérifier que ces produits n'ont pas d'effets à long terme sur la santé des populations et surtout qu'ils sont sans effet sur l'environnement où ces produits sont susceptibles d'être utilisés.

Enfin, nous voudrions inviter instamment les donateurs à accroître leurs annonces de contribution, notamment pour aider au travail du Programme alimentaire mondial. Nous lançons également un appel tout particulier aux donateurs de céréales alimentaires, à qui nous demandons d'envisager l'envoi de produits non génétiquement modifiés aux pays dans le besoin.

Mme Lee (Singapour) (*parle en anglais*) : Je m'associe à mes collègues pour féliciter la Colombie de son accession à la présidence du Conseil pour ce mois et pour remercier, bien sûr, la délégation chinoise de la manière dont elle a dirigé les travaux du Conseil, le mois dernier.

Je tiens également à remercier M. James Morris de son exposé des plus complets sur la situation en matière de sécurité alimentaire en Afrique et à vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir convoqué aujourd'hui cette séance d'information publique sur une question de cette importance.

J'aurai deux grandes observations à faire et quelques questions s'y rapportant. Premièrement, il est clair que l'insécurité alimentaire a de nombreuses causes et qu'un certain nombre de facteurs sont indépendants de notre volonté. M. Morris a invoqué le problème des conditions climatiques, qui certes font partie des éléments indépendants de notre volonté. Mais il a également parlé, comme notre collègue du Royaume-Uni, je crois, des gouvernements et du choix qu'ils font parfois d'une politique économique, agricole et publique et je voudrais, à ce propos, poser une question : dans le contexte du mandat double qui est celui du Programme alimentaire mondial (PAM), à savoir le développement et la réponse aux urgences, serait-il possible que le PAM mette au point en Afrique des programmes autonomes qui permettraient de réduire ou d'éliminer le nombre des urgences chroniques?

Deuxièmement, d'un point de vue général, M. Morris a parlé de l'augmentation de la demande d'opérations du PAM depuis huit mois qu'il a repris la direction du Programme. Or les recherches que nous avons faites ont montré le paradoxe qui semble exister entre l'importance actuelle des excédents alimentaires et le fait qu'il y a plus de gens que jamais qui meurent de faim. Je voudrais d'abord demander à M. Morris s'il est d'accord qu'il y a bien un paradoxe et si tel est le cas, s'il pourrait nous apporter des éléments sur les causes possibles de cette situation paradoxale. Enfin, M. Morris a-t-il des suggestions à nous faire pour renverser cette situation?

M. Williamson (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je tiens à féliciter la Colombie de son accession à la présidence du Conseil pour ce mois. Je voudrais remercier également le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial, M. James Morris, de son exposé et des louables efforts qu'il déploie depuis quelques mois pour éviter la disette et la famine en Afrique.

La situation en Afrique australe et dans la corne de l'Afrique est grave : 30 millions de personnes sont en effet menacées par la famine. La sécheresse est une des causes de cette crise mais les politiques gouvernementales peu judicieuses sont également en cause. Des études montrent d'ailleurs que la grande majorité de toutes les famines de l'histoire connue résultent de politiques gouvernementales et pas de causes naturelles. La famine n'est pas un phénomène naturel, ce n'est pas un phénomène inévitable. Lorsqu'une famine se déclare, il faut en chercher la cause dans les carences au niveau de la politique des gouvernements, du développement ou de l'aide apportée.

Certes, les investissements productifs dans le développement de l'agriculture et des campagnes pour accroître la productivité agricole sont capitaux. Les sciences et technologies, notamment les biotechnologies, sont particulièrement prometteuses pour ce qui est de permettre à l'agriculture africaine de ne pas se laisser distancer par le reste du monde et de contribuer au développement de l'Afrique. Néanmoins, si l'on veut éviter une famine généralisée en Afrique, la communauté internationale doit immédiatement mobiliser un volume d'aide suffisant. Les États-Unis, quant à eux, ont réagi à la crise en Afrique australe dès le début de l'année et dans la corne de l'Afrique, dès le mois de septembre.

En Afrique australe, nous avons essayé d'apporter suffisamment d'aide alimentaire suffisamment tôt afin de prévenir la famine, au lieu d'essayer d'y faire face lorsqu'elle se serait produite. Le Gouvernement américain a envoyé ou promis un demi-million de tonnes de denrées alimentaires en Afrique australe, pour une valeur d'environ 266 millions de dollars. En outre, le Gouvernement américain a apporté plus de 10 millions de dollars d'assistance non alimentaire aux pays touchés pour la logistique et la gestion régionales, l'agriculture, pour les suppléments alimentaires et thérapeutiques, les soins de santé d'urgence, ainsi que le traitement et la prévention du choléra.

Dans la corne de l'Afrique, les besoins en aide alimentaire devraient se chiffrer entre 1,5 et 2,5 millions de tonnes pour satisfaire les besoins de 11 à 15 millions de personnes. Les experts craignent que ne se répète la tragédie des années 80. L'aide apportée par le Gouvernement américain a souvent représenté la moitié de l'aide totale apportée à la corne de l'Afrique pendant les crises alimentaires. Mais la sécheresse aux États-Unis et la hausse subséquente des cours des céréales auront pour effet de réduire l'aide alimentaire disponible dans le reste du monde, cette année. Au mieux, nous ne pourrons apporter qu'un tiers de l'aide alimentaire nécessaire pour la corne de l'Afrique.

Malgré nos efforts, il reste encore beaucoup à faire. Nous encourageons vivement les autres donateurs à trouver les ressources permettant de répondre à cette situation d'urgence en Afrique. Nous

invitons fermement les autres donateurs à trouver les ressources permettant de faire face à l'urgence de la situation en Afrique. Nous invitons également les autres parties intéressées à aider à rassurer les populations sur la disponibilité des denrées alimentaires et à faire une priorité de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations affamées.

En Afrique australe, la crise est au comble au Zimbabwe et en Zambie. Même si l'appel du PAM était financé à 100 % et si les prévisions des gouvernements en matière d'importations se réalisent, il y aura quand même une pénurie sensible de céréales. Les marchés commerciaux, néanmoins, n'ont pas bien fonctionné en raison de la centralisation de la commercialisation et des problèmes de marchés de devises.

Les politiques des gouvernements en matière d'aide alimentaire incluant des aliments génétiquement modifiés ont également entravé le processus de distribution de l'aide alimentaire. Les États-Unis sont profondément préoccupés de ce que nos efforts pour apporter une aide si nécessaire pourraient être retardés sinon mis en échec par la confusion qui règne sur les questions d'aliments issus de biotechnologies. Le maïs à grains entiers fourni par le Gouvernement des États-Unis dans le cadre des secours apportés est le même que celui que mangent tous les jours des millions d'Américains. Il est sans danger et bon pour la santé et il peut faire la différence entre la vie et la mort pour des millions d'habitants de l'Afrique australe. Beaucoup de gouvernements de la région en sont d'ailleurs conscients et distribuent à leur population le maïs ou la farine de maïs fournis par les États-Unis.

Le Gouvernement des États-Unis est déterminé à aider les pays d'Afrique australe sur le plan matériel et il a été le premier de la communauté internationale des donateurs à reconnaître l'envergure du problème et à consacrer des ressources pour satisfaire les besoins des populations. Néanmoins, certains pays bénéficiaires ou de transit continuent d'être réticents face à ces maïs à grains entiers issus de biotechnologies. Nous respectons la décision de ces gouvernements et nous voulons travailler de concert avec ces pays afin de les aider à mieux comprendre les aspects scientifiques des aliments biotechnologiques de façon que leurs préoccupations n'aboutissent pas à des retards qui pourraient mettre en danger le bien-être de millions de personnes.

Nous tenons des consultations avec les pays concernés pour parvenir à un accord qui devrait permettre l'importation et la distribution illimitées d'aide locale, et notamment de produits biotechnologiques, pour les urgences pendant la durée de cette crise. Par ailleurs, le Gouvernement des États-Unis est préoccupé de ce que l'aide alimentaire et la crise en Afrique australe soient utilisées comme instruments pour enflammer le débat sur les biotechnologies. Il importe que les décisions relatives à l'aide alimentaire contenant des produits issus de la biotechnologie soient fondées sur des données scientifiques avérées. Compte tenu de l'urgence de la situation et de la disponibilité d'aliments américains sans danger pour les populations, nous exhortons les pays qui ont ce genre de préoccupations à revoir les restrictions qu'ils ont imposées sur le maïs américain. Le Gouvernement des États-Unis reste préoccupé par la famine qui frappe les peuples de la région et reste disposé à offrir son aide alimentaire. Nous ne pensons pas qu'il existe de problème de sûreté des aliments avec la biotechnologie. Le Gouvernement des États-Unis ne sélectionne pas ses maïs par origine des grains et nous achetons les produits sur le marché, selon les règles de la libre concurrence. Ces aliments sont les mêmes que ceux que mangent les Américains et ils sont passés par tous les contrôles opérés aux États-Unis, notamment ceux de l'Agence de protection de l'environnement, de la Food and Drug Administration et du Département de l'agriculture. Le Commissaire Burn, de l'Union européenne, a également fait une déclaration reconnaissant que les variétés de maïs issues de biotechnologies sont sans risque pour le consommateur. Nous pensons également que les problèmes potentiels au niveau de l'environnement, comme la pollinisation croisée, ne sont pas significatifs.

Un certain nombre de pays ont approuvé les variétés de maïs issues de biotechnologies – notamment l'Afrique du Sud, l'Argentine et plusieurs États européens – après avoir mené des études sur le plan de l'économie, de l'environnement et de la sécurité en matière de santé. Le Gouvernement des États-Unis, après sept ans de consommation de ces denrées issues de biotechnologies qui ont déjà fait leurs preuves, confirme la sécurité de ces produits alimentaires ainsi que les bienfaits environnementaux que les producteurs et les consommateurs peuvent en tirer. Les denrées issues de biotechnologies sont sûres, saines et nutritives.

Des déficits alimentaires marqués ont entraîné des prix anormalement élevés, rendant les denrées alimentaires inabordables pour de nombreuses familles en milieu rural et en milieu urbain, notamment au Zimbabwe, au Mali et en Zambie. La prévalence élevée du VIH/sida dans cette région a rendu de larges segments de la population encore plus vulnérables aux problèmes de santé qui sont associés au manque de nourriture.

Des politiques aux répercussions négatives, notamment au Zimbabwe, ont aggravé les effets d'une pluviosité inférieure à la moyenne. Depuis janvier 2002, les États-Unis, par l'intermédiaire du Programme alimentaire mondial (PAM) et de World Vision, ont prévu d'envoyer 210 000 mètres cubes d'aide alimentaire au Zimbabwe. Sur ce total, près de 150 000 mètres cubes sont arrivés dans la région. Une grande partie de cette aide est entreposée à l'heure actuelle dans cette région par suite des délais qu'a causés la décision récente du Gouvernement zimbabwéen d'insister que tout maïs issu de biotechnologies soit broyé et moulu avant d'être importé. Cette exigence s'est traduite par une augmentation substantielle des coûts, a accéléré les pertes dues à l'entreposage et a réduit d'autant les quantités de denrées alimentaires pouvant être distribuées en tant que secours d'urgence. Jusqu'à présent, le Zimbabwe a été un exportateur de produits alimentaires, qui fournissait une grande partie des importations de denrées alimentaires à d'autres pays de la région. Le fait que le Gouvernement zimbabwéen ait saisi de façon violente et chaotique les terres de fermiers pratiquant l'agriculture commerciale a décimé la composante la plus productive du secteur agricole du Zimbabwe, réduisant la production agricole de près de 70 % au cours des deux dernières années, paralysant ainsi sa capacité de nourrir non seulement sa propre population mais aussi celle des pays avoisinants.

En outre, la politique économique du Zimbabwe a aggravé la situation du secteur agricole. Les troubles économiques du Zimbabwe sont typiques d'une économie en proie aux ravages de la guerre. En 2001 et en 2002, le Zimbabwe a eu les résultats économiques les plus faibles de l'Afrique, avec des taux de croissance négatifs de &8,5 % et de &10,6 %, respectivement. Cependant, le Zimbabwe a été épargné par une invasion de milices ou un mouvement de rébellion interne. Mais, du fait de la sécheresse qui sévit à l'heure actuelle et, dans une plus grande mesure, du fait de sa propre politique, la crise alimentaire s'est aggravée. La menace d'une famine calamiteuse est largement la conséquence de la politique erronée du Gouvernement. La politique de contrôle des prix entrave la production ainsi que les échanges commerciaux de denrées alimentaires de base. Le monopole continu qu'exerce le conseil de commercialisation des céréales du Gouvernement zimbabwéen sur les importations commerciales de céréales, associé aux limitations imposées aux taux de change, rendent impossibles ou inabordables l'approvisionnement en facteurs de production agricoles, tels que les tracteurs et les engrais. Les évaluations de la production agricole indiquent qu'il y a eu une chute de croissance négative de l'ordre de &26 %.

On a également signalé à de nombreuses reprises que le Gouvernement zimbabwéen utilisait les vivres comme moyen de pression politique et empêchait les régions dominées par les partis de l'opposition de se les procurer. À titre d'exemple, dans le district d'Insiza, le PAM a suspendu la distribution des denrées alimentaires après que des partisans et des dirigeants du parti au pouvoir, à savoir le Zimbabwe African National Union-Patriotic Front, se furent livrés à des tactiques d'intimidation sur son partenaire chargé de l'exécution du programme et eurent procédé à la distribution de trois tonnes de denrées alimentaires aux militants du parti au pouvoir. À ce jour, la question n'a toujours pas été réglée. Le personnel de l'ambassade des États-Unis et le personnel des Nations Unies enquêtant sur le problème de la faim parmi les ouvriers agricoles déplacés ont été attaqués par des anciens combattants. Les États-Unis ne peuvent pas accepter la politisation de l'aide alimentaire. Ces agissements doivent faire l'objet d'enquêtes, et nous pensons que le Secrétaire général et la communauté internationale doivent étudier le meilleur moyen de faire en sorte que les denrées alimentaires ne soient pas utilisées en tant qu'arme ou en tant qu'instrument de pression politique dans la région.

L'Afrique australe et la corne de l'Afrique affrontent la menace réelle d'une famine de masse. La faim sévit déjà dans de nombreuses zones. Pour prévenir une catastrophe, il faut d'urgence un large appui international reposant sur une large assise, des ressources accrues, de nouveaux outils et une meilleure utilisation des outils existants, l'apaisement des inquiétudes causées par les denrées alimentaires issues

de biotechnologies, ainsi qu'une réelle réforme des pays touchés par des crises. Nous allons faire de notre mieux et coopérer avec le Programme alimentaire mondial afin de l'appuyer dans cette tâche de la plus haute importance. La famine ne devrait pas exister au XXIe siècle. Si nous voulons détourner une catastrophe cette fois-ci, il faudrait envisager sérieusement de mettre en place des conditions réduisant considérablement le risque que cela – surtout sur cette échelle – ne se reproduise.

En résumé, j'ai trois questions à poser. Quel est le rôle des politiques en matière d'importations alimentaires en cas de famine imminente? Quel est le rôle des mécanismes de distribution alimentaire mis en place par les gouvernements en cas de famine imminente? Quel est l'impact du vol et de la corruption en cas de famine imminente?

M. Corr (Irlande) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord, à l'instar de mes autres collègues, souhaiter une chaleureuse bienvenue à la Colombie, ainsi qu'à vous-même, Monsieur, pour avoir assumé la présidence du mois de décembre. Je voudrais également remercier l'Ambassadeur de Chine, M. Wang Yingfan, et ses collègues de leur présidence qui a été couronnée de succès et qui s'est révélée efficace pendant le mois de novembre. Je voudrais aussi remercier M. Morris de son évaluation très claire et exhaustive de la gravité de la crise alimentaire d'urgence que connaissent l'Afrique et, en fait, la communauté internationale. Son exposé était très clair, ciblé, honnête et franc, et nous lui en sommes très reconnaissants.

Trois grands thèmes se dégagent de l'exposé de M. Morris. Le premier indique qu'il s'agit d'une situation humanitaire extrêmement grave, avec 14 millions de personnes en Afrique australe qui sont directement touchées et un nombre similaire dans la Corne de l'Afrique. Il s'agit d'une situation qui est intolérable d'un point de vue aussi bien moral qu'humanitaire. Je crois qu'il faut d'abord la replacer dans ce contexte.

Deuxièmement, comme M. Morris l'a dit à juste titre, il s'agit également d'une menace pour la paix et la sécurité internationales du caractère le plus fondamental qui soit – si ce n'est aujourd'hui, alors peut-être demain ou sûrement après-demain. C'est évidemment la situation qui prévaut dans les situations de crise, comme en République démocratique du Congo, en Angola et dans d'autres régions qui sont en train de se remettre de violences et de conflits de très forte intensité, où la situation concernant les programmes de réinsertion des personnes déplacées constitue déjà une tâche sociale considérable pour ces pays ainsi que pour les activités du Programme alimentaire mondial (PAM).

Un autre thème qui s'est dégagé très clairement de l'exposé de M. Morris est le fait que l'engagement politique, surtout celui des pays développés, est une question fondamentale car le règlement d'une grande partie de ces crises est entre nos mains à condition que nous fassions preuve d'imagination et de bonne volonté. Ce qui est maintenant important, c'est que cette imagination et cette bonne volonté se manifestent non seulement pour répondre aux crises humanitaires à court terme, mais aussi pour appuyer le PAM dans ses activités de développement à long terme, qui, comme l'a dit M. Morris cet après-midi, ont pâti de l'énorme volume des ressources maintenant nécessaires sur le front humanitaire.

En disant cela, je voudrais également saisir cette occasion pour remercier M. Morris et tous ses collaborateurs du PAM concernés du travail qu'ils ont accompli. Ce travail est effectué au nom de toute la communauté internationale et revêt une importance capitale pour les populations de l'Afrique et des autres régions qui connaissent l'insécurité alimentaire. La communauté internationale tout entière est redevable au Programme alimentaire mondial (PAM).

Ceci se rapporte aussi, bien sûr, à la question de l'appui et des contributions des bailleurs de fonds, qui est revenue fréquemment durant l'exposé. Je me félicite des aimables paroles qui ont été prononcées à propos de mon pays, l'Irlande, ainsi que de l'Union européenne, qui a récemment augmenté considérablement son financement, notamment en présence de la situation actuelle en Afrique.

Trois choses m'ont frappé en écoutant l'exposé à propos desquelles je tiens à poser des questions générales et non pas de détail. Tout d'abord, en ce qui concerne les difficultés que rencontrent les gouvernements et le secteur privé en Afrique, le document du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) montre clairement que le régime agraire et les partis pris en matière de politique économique sont des facteurs qui ont des conséquences importantes sur l'insécurité

alimentaire, tout comme la sécheresse et l'instabilité des prix des matières premières. Je serais très heureux d'entendre une évaluation, aussi brève soit-elle, de ce que peuvent faire les gouvernements et le secteur privé en ce qui concerne la fourniture de matériel d'irrigation pour les terres cultivables, afin de faire face à la situation de l'insécurité alimentaire.

Ceci est également à mettre en rapport avec la question de la politique gouvernementale dont l'Ambassadeur Williams et d'autres ont parlé à l'instant, le thème le plus important qui ressort du rapport du NEPAD étant de développer les initiatives au plan communautaire et les politiques gouvernementales qui l'appuient. Ce thème est, je crois, également apparu récemment dans le programme de l'Institut de recherche international sur les politiques alimentaires, qui a mis en lumière le fait que le rôle des petits exploitants agricoles est sans doute le facteur le plus important s'agissant de régler les problèmes de l'insécurité alimentaire en Afrique.

Une deuxième question qui m'est venue à l'esprit à cet égard concerne un rapport récent, dû à l'Institut des Nations Unies pour les ressources naturelles, qui souligne clairement – et ceci fait plutôt partie des programmes à long terme et pas seulement des questions à court terme – que la médiocre fertilité du sol et la dégradation des terres montrent que l'appui à très long terme du PAM, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et de la communauté internationale est un besoin réel pour lutter contre la dégradation des sols et améliorer leur fertilité. Il me semble que la proportion des terres cultivables dégradées était de 72 % dans l'Afrique subsaharienne et, pour les terres de pâture de 31 %.

Mon troisième point concerne le niveau de soutien apporté par la communauté internationale en matière de financement du développement à long terme. Le document du NEPAD indique clairement que l'appui des pays développés, notamment celui des institutions multilatérales, a considérablement baissé dans le domaine de l'agriculture ces dix dernières années. Le prêt consenti par la Banque mondiale, autant que je m'en souvienne, s'élevait à 39 % pour le développement agricole en 1980. Il s'élève aujourd'hui à moins de 10 %. Cela est très grave en ce qui concerne la lutte contre l'insécurité alimentaire, si cette tendance persiste. Peut-on en conséquence suggérer ce que le PAM pourrait faire pour encourager les donateurs à revenir au développement à long terme de l'agriculture, en particulier à travers vos propres programmes?

Il y a un dernier point que je voudrais aborder, qui a déjà été effleuré par M. Morris. Sans entrer dans un débat plus large, il s'agit de la mondialisation et du protectionnisme. Certains pays africains ont critiqué le fait que la libéralisation de leur économie n'avait pas engendré de réaction réciproque dans les pays développés, notamment une diminution des droits de douane et un assouplissement du protectionnisme en matière de produits agricoles. Cela voulait également dire que dans certains pays, notamment au Sénégal et en Tanzanie – je pense avoir vu certains chiffres en ce qui concerne l'industrie de la pêche – une partie de la production alimentaire avait été détournée vers l'exportation compte tenu de la valeur plus élevée de ces produits, ce qui a eu des répercussions sur l'économie locale là où la promotion des exportations peut affaiblir la base locale. Cela peut également mener à la faiblesse des prix des produits de base, mais c'est une autre question. Je pense cependant que ces deux points sont liés.

Enfin, en ce qui concerne la crise actuelle concernant les semailles pour l'année prochaine, ce dont le PAM a beaucoup parlé ces dernières semaines, cela permettrait-il à la communauté internationale d'apporter un appui concret au cours de ces quelques prochaines semaines sous l'égide du PAM, ou bien le déficit de semences, d'engrais, d'outils aratoires constitue-t-il un véritable obstacle s'agissant de planifier une récolte décente l'année prochaine, compte tenu des conditions climatiques qui y règneront?

M. Tafrov (Bulgarie) : Je voudrais d'abord vous féliciter pour votre accession à la présidence du Conseil et vous remercier également d'avoir provoqué cette réunion, Monsieur le Président. Permettez-moi aussi de souhaiter la bienvenue à M. James Morris, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM). Nous le félicitons de son exposé complet qui permet de définir une stratégie de sécurité alimentaire pour répondre aux besoins des populations les plus vulnérables en Afrique et témoigne de sa force de conviction. La Bulgarie apporte tout son soutien à la campagne globale « Alerte Famine en Afrique » que le PAM a initié en vue d'assurer le secours alimentaire à plus de 38 millions de victimes en Afrique australe, an Afrique de l'Ouest et dans la corne de l'Afrique.

La crise à laquelle nous sommes confrontés dans l'immédiat, crise sans précédent par son ampleur et sa profondeur, exige des membres du Conseil et de la communauté internationale des efforts pour apporter une réponse immédiate et massive. Le défi majeur maintenant est de mettre fin à cette grave situation et d'empêcher qu'elle devienne catastrophique.

Au-delà de la réponse urgente de l'Organisation des Nations Unies et des organisations humanitaires, le Conseil de sécurité doit agir sur la durée tirant des leçons des expériences passées. À cet égard, je voudrais poursuivre certaines des réflexions de M. James Morris. La communauté internationale doit utiliser les technologies modernes de l'information et les systèmes d'alerte précoce dont elle dispose afin de ne pas permettre à d'autres famines de cette ampleur de se produire dans le futur. Nous nous souvenons des appels lancés par le PAM au mois de mai de cette année visant à attirer l'attention de la communauté internationale sur la situation d'urgence alimentaire qui se développait déjà dans les six pays à haut risque en Afrique à cause de la sécheresse, des inondations ou des facteurs d'instabilité économique ou politique. Il faut inverser la tendance du ralentissement de la prise de décision et garantir que l'attention des donateurs ne soit pas détournée des crises potentielles.

Ma deuxième réflexion porte sur la nécessité d'une meilleure synergie entre l'aide d'urgence et les programmes de suivi qui mènent au développement durable. La pratique de la décennie passée a démontré qu'à cause des limitations des fonds internationaux, ces derniers ont tendance à diminuer considérablement une fois qu'on est sorti de la crise. Le succès de la mission du PAM dépend dans une large mesure de la capacité d'acheminer l'aide alimentaire aux populations les plus démunies : les femmes, les enfants, les jeunes filles, les personnes âgées ou ceux qui sont les plus éloignés des centres de distribution d'aide. L'état des systèmes de communications, les structures gouvernementales, l'accès aux régions qui sont dans le besoin, revêtent une importance critique. Je voudrais souligner la responsabilité des États récipiendaires en matière de coordination et de mise en oeuvre de l'assistance fournie par la communauté internationale. Dans beaucoup de cas, leur action politique visant à promouvoir des réformes décisives de l'agriculture où l'éducation est cruciale pour éviter de nouvelles crises cycliques que les sécheresses ou les inondations pourraient entraîner.

Pour terminer, je voudrais compléter la question posée par le représentant du Royaume-Uni, concernant la collaboration entre le PAM et les organismes du système des Nations Unies, en le ciblant sur la coopération entre le PAM et l'ONUSIDA, compte tenu de l'importance des problèmes liés au VIH/sida.

M. Tidjani (Cameroun) : Monsieur le Président, c'est notre première séance publique depuis que vous assumez la présidence du Conseil. Je voudrais donc vous renouveler toute l'appréciation et le plaisir du Cameroun de vous voir à cette place, et vous réitérer également notre pleine coopération. Je saisis également cette occasion pour féliciter notre collègue de la Chine, pour son excellente présidence au mois de novembre.

Ma délégation se félicite de l'initiative de M. James Morris de venir entretenir le Conseil de la situation humanitaire lancinante en Afrique, tout particulièrement au plan alimentaire. Sa communication claire et riche a été très utile, car elle nous a permis d'avoir une vue exhaustive des activités du Programme alimentaire mondial (PAM) à travers le monde, mais aussi du caractère aigu de la crise alimentaire en Afrique.

M. Morris a mis l'accent sur les causes multiformes du déficit alimentaire qui prévaut en Afrique. Il a mentionné à juste titre les facteurs météorologiques, la santé, les mines terrestres, les problèmes de gouvernance et les situations de conflit. Le Cameroun, qui abrite deux bureaux du PAM, le bureau national et sa représentation régionale, mesure sur le terrain la justesse de ces remarques. En Afrique centrale, le climat dans sa partie septentrionale, et les désordres civils sont les causes les plus évidentes de la famine dans la région. Et nous sommes particulièrement reconnaissants au PAM pour ses efforts.

Je voudrais souligner l'importance d'une approche horizontale dans l'appui du PAM, consistant à encourager et soutenir la production agricole à proximité des régions déficitaires, pour en faire si nécessaire une base d'approvisionnement. Sur ce plan, je voudrais me féliciter des efforts du PAM pour tenir compte des habitudes alimentaires des régions nécessiteuses, évitant ainsi de créer de nouveaux besoins à ces populations déjà démunies.

De nombreuses questions que je voulais poser ont été soulevées par certains orateurs qui m'ont précédé. Mais je voudrais tout de même demander à M. Morris

ce qui peut être fait pour réduire la dépendance vis-à-vis d'un groupe réduit de contributeurs. Nous avons cru entendre que dix entités pourvoyaient 90 % des ressources du PAM. Pour terminer, ma délégation voudrait féliciter M. Morris et son équipe, pour avoir suscité ce débat important, ainsi que pour leur implication dans les situations d'urgence qui interpellent la communauté internationale. Je lance donc un appel aux contributeurs et à la communauté internationale pour qu'on diversifie davantage les sources des contributions.

M. Traoré (Guinée) : Monsieur le Président, je voudrais saisir l'occasion de cette première séance publique pour vous adresser les vives félicitations de ma délégation pour votre accession à la présidence de notre Conseil pour ce mois de décembre. Je voudrais vous assurer également de notre plein soutien. Je voudrais en outre exprimer à votre prédécesseur les sincères félicitations de ma délégation pour la manière particulièrement efficace dont la délégation chinoise a dirigé nos travaux durant le mois écoulé. Je voudrais également adresser nos félicitations à M. James Morris, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM), et lui dire toute notre appréciation pour la qualité de sa communication, et surtout pour les efforts louables qu'il n'a cessé de déployer à la tête du PAM depuis son arrivée récente.

La famine en Afrique s'est particulièrement aggravée à la suite des catastrophes naturelles et des conflits qui ont affecté les populations. Les inondations et la sécheresse en constituent la cause principale, dans la sous-région australe, la corne de l'Afrique et dans certains pays sahéliens de la sous-région occidentale. L'ampleur et la profondeur de ces crises exigent une action urgente et globale. La communauté internationale doit pour ce faire mobiliser les ressources indispensables à la réussite de la campagne, afin de prévenir la détérioration de la situation, et sauver des millions de vies en danger.

Nous prenons note de l'appel conjoint que la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et l'Organisation des Nations Unies ont lancé le 18 juillet 2002 à New York, pour solliciter une assistance en vue d'écarter la menace d'une crise humanitaire dans la région. Nous apprécions l'action de l'Assemblée générale qui, le 21 novembre dernier, a dans sa résolution 57/44 engagé la communauté internationale à répondre avec générosité au besoin créé par la sécheresse qui sévit en Afrique australe, en apportant, entre autres, son soutien aux stratégies de prévention et de gestion de la sécheresse.

C'est l'occasion pour nous de renouveler notre attachement à la résolution 46/182 de l'Assemblée générale qui a souligné la nécessité d'une approche consolidée et plus cohérente des actions humanitaires.

L'aide humanitaire apportée par l'ONU doit, au-delà des secours d'urgence, être centrée sur le redressement et le développement à long terme. C'est en cela que nous pouvons nous situer dans la droite ligne de la déclaration faite par les dirigeants de ce monde au Sommet mondial de l'alimentation tenu à Rome en 1996, qui consiste à réduire de moitié le nombre d'affamés sur terre d'ici 2015. Ma délégation estime que dans la réalisation de cet objectif, la coopération et la coordination accrue des gouvernements et des populations victimes sont indispensables. La sécurité des travailleurs humanitaires devra également faire l'objet d'une attention particulière.

Je voudrais, avant de terminer, poser quelques questions à M. Morris. Premièrement, dans le cadre de la campagne « Alerte à la famine en Afrique », nous aimerions savoir si l'allocation et la gestion de l'aide alimentaire se feront à titre national ou à titre régional. Selon M. Morris, quelle est l'approche qui sera la plus efficace pour l'Afrique?

Deuxièmement, quel pourrait être le rôle de la société civile, particulièrement des femmes, dans la mise en œuvre de la politique d'aide alimentaire au titre de la campagne?

Troisièmement, comment, selon M. Morris, peut-on passer de l'aide alimentaire d'urgence à un véritable développement en faveur des populations affectées?

M. Atieh (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) *:* Ma délégation vous félicite, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois. Elle remercie également le Représentant permanent de la Chine et son équipe pour l'excellente direction qu'ils ont fournie aux travaux du Conseil le mois dernier. Nous souhaitons la bienvenue à M. James Morris, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM), et le remercions de son exposé global sur le programme que le PAM est chargé de mettre en oeuvre en vue d'alimenter les personnes qui ont faim dans de nombreuses régions du monde, notamment en Afrique.

Comme l'a fait remarquer M. Morris, la réduction du financement humanitaire de 25 % est extrêmement inquiétante. Le PAM a besoin d'un appui constant afin qu'il puisse remplir son mandat et exécuter ses programmes. L'encouragement aux investissements, notamment dans le domaine agricole, pourrait assurer un minimum de sécurité alimentaire dans les pays touchés, pour les populations qui souffrent de la faim pour diverses raisons. Ma délégation convient tout à fait avec M. Morris que nous devrions investir dans des programmes d'alimentation scolaire car le fait d'élever des enfants en bonne santé signifie préparer une génération meilleure pour construire une société meilleure, une génération qui soit suffisamment sensibilisée en vue d'aspirer à une stabilité politique, économique et sociale, notamment dans les pays qui connaissent des problèmes alimentaires pour diverses raisons, comme les intempéries, les guerres, l'occupation ou le manque de ressources économiques.

Je voudrais demander à M. Morris quelles sont les politiques suivies par le PAM dans le domaine de l'alimentation scolaire en Afrique, afin d'empêcher les enfants de dévier et de se livrer à des activités illégales pour assurer leur survie. Y a-t-il des programmes de sensibilisation des enfants, et surtout des fillettes, à cet égard, outre la fourniture des aliments dont ils ont besoin?

M. Stanislavov (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je voudrais d'emblée vous saluer, Monsieur le Président, et vous féliciter de votre accession à ce poste de responsabilité. Je voudrais également féliciter le Président sortant du Conseil de sécurité.

Nous sommes reconnaissants à M. Morris de son exposé extrêmement instructif et utile. La situation grave en matière d'alimentation en Afrique exige sans aucun doute une riposte immédiate de la part de la communauté humanitaire internationale, et en particulier du Programme alimentaire mondial (PAM), qui est le principal organisme de l'ONU créé spécialement pour lutter contre la faim dans le monde. La Russie, quant à elle, se propose de poursuivre son aide humanitaire aux pays d'Afrique et, comme l'a déclaré M. Morris, elle fournit notamment cette assistance par le biais du PAM.

Le règlement de la crise alimentaire en Afrique est un problème complexe et multiforme. Il faudra déployer de vastes efforts en vue de régler les conflits armés dans la région et de parvenir à un développement durable, y compris en éliminant la pauvreté, en encourageant une meilleure gouvernance, en surmontant les catastrophes naturelles, en aidant à améliorer la production alimentaire et en créant un marché stable pour les produits alimentaires.

À cet égard, je voudrais demander au Directeur exécutif, outre la fourniture d'une aide alimentaire à ceux qui ont faim, comment le PAM peut apporter sa contribution à la recherche d'une solution aux grands problèmes auxquels l'Afrique est confrontée? Il est clair que le PAM, à lui seul, ne pourra pas régler ces problèmes et que tous les donateurs et les organisations internationales doivent des déployer des efforts à cette fin. Il est très important de coordonner l'aide internationale à cet égard, et nous pensons que le Conseil économique et social a un rôle à jouer dans ce domaine, car il est capable de fournir ce type de coordination.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je voudrais à présent donner la parole à M. Morris pour qu'il réponde aux préoccupations qui ont été émises, aux questions qui ont été posées et pour qu'il fasse un dernier commentaire.

M. Morris (*parle en anglais*) : Je remercie les membres du Conseil de leurs commentaires, de leurs questions et de leurs directives. J'essaierai de répondre brièvement aux questions qui ont été posées. Nous allons également répondre de façon détaillée, par écrit, à chacune des questions posées. Nous donnerons à chacun des membres une réponse complète à chacune des questions d'ici trois à quatre semaines. Chaque question mérite une réponse élaborée, et je suis sûr que ce n'est pas ce que les membres souhaitent à cette heure tardive.

Le Royaume-Uni a demandé si ceux qui ont besoin d'aliments en reçoivent. Je pense que la réponse est : oui. Nous accordons une grande importance à l'obligation de rendre des comptes, et nous avons des systèmes d'évaluation complexes en vue de contrôler, de mesurer et d'évaluer nos travaux. Dans certains endroits, c'est plus difficile que dans d'autres, mais cela constitue une de nos priorités essentielles. C'est vital pour jouir de la confiance des donateurs, et je puis assurer le Conseil que c'est le cas. Nous avons une bonne collaboration avec les autres institutions de l'ONU. Je rends hommage au Fonds des Nations Unies pour l'enfance, à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), au

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et à l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Nous oeuvrons toujours de concert. Nos collaborateurs travaillent admirablement bien ensemble sur le terrain, ce qui permet d'harmoniser nos travaux, un élément crucial. Nous travaillons également de concert de façon efficace en République populaire démocratique de Corée, bien que l'opération y soit énorme par rapport à d'autres opérations.

S'agissant de la question relative aux politiques gouvernementales relatives aux incitations et à l'ouverture des marchés, à l'appui à l'agriculture commerciale et communautaire et aux systèmes de distribution, le monde sait quels sont les ingrédients pour réussir dans le domaine agricole. De toute évidence, il est important d'investir dans les infrastructures, dans les technologies agricoles complexes et dans la recherche.

La question des organismes génétiquement modifiés (OGM), qui a été soulevée par Maurice, est très importante. Elle sera aussi très importante pour l'ONU car la quantité d'aliments produits grâce à la technologie génétiquement modifiée, ou à la biotechnologie, va s'accroître de façon exponentielle au fil des ans. Il y aura beaucoup plus d'aliments génétiquement modifiés dans l'alimentation à l'avenir, et ils seront disponibles dans le monde entier. Notre politique consiste à demander à un gouvernement qui nous donne des aliments ou qui nous en vend de certifier qu'il respecte les normes en matière de santé et de sécurité pour la consommation dans son propre pays. Une fois que nous avons cette homologation, nous nous adressons à la FAO et à l'OMS et nous vérifions le « Codex Alimentarius » qui traite des normes en matière de sécurité alimentaire du point de vue de ces deux organisations. Une fois que nous sommes certains que ces critères sont satisfaits, nous en parlons aux pays récipiendaires. Chaque pays est souverain et a le droit de prendre une décision compte tenu des circonstances qui sont les siennes.

Jusqu'à présent, nous n'avons jamais vu que l'on ait refusé des aliments génétiquement modifiés. Je pense que le monde est absolument sûr du fait que la consommation d'OGM par les êtres humains ne pose aucun problème en termes de santé et de sûreté. Ce sont d'autres questions, comme la pollinisation, qui suscitent des préoccupations. Je voudrais rappeler avant toute chose que la disette met en péril un nombre extrêmement élevé de personnes. Au début, 75 % des aliments avec lesquels nous devions travailler contenaient un élément biotechnologique, que nous achetions ces aliments en Argentine, aux États-Unis, au Canada ou bien dans certaines régions africaines, y compris l'Afrique du Sud.

Je pense que la question de la sûreté des personnes est réglée. Notre tâche consiste à distribuer des aliments à des personnes pour qu'elles puissent se nourrir. Nous ne nous occupons pas de donner des aliments aux animaux ou de fournir des aliments par le biais de semences à cultiver. Notre objectif est de maintenir en vie des être humains, d'alléger leurs souffrances et, finalement, de leur offrir un peu d'espoir. Le Conseil le sait bien, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont exprimé, avec le Secrétaire général, leur confiance à l'égard des OGM dans des déclarations.

S'agissant des effets à long terme, il existe un paradoxe manifeste, étant donné les excédents que l'on observe de par le monde et le nombre de personnes qui souffrent de la faim. Beaucoup de choses sont en jeu. La bonne nouvelle est qu'un grand nombre de pays autrefois bénéficiaires de nos programmes comptent désormais parmi les donateurs en raison de leurs excédents agricoles. La Chine en est un parfait exemple, elle est en train de devenir un excellent donateur. Le succès de l'agriculture chinoise est extraordinaire. Et on peut maintenant dire de même pour l'Inde et la Fédération de Russie.

Cependant, au bout du compte, il faut que les pays africains deviennent capables de produire et d'exporter leurs propres produits alimentaires. De toute évidence, il est nécessaire de traiter la question des droits de douane, de l'utilisation des excédents et des échanges de manière à encourager les pays en développement à produire et à exporter.

Les États-Unis ont soulevé des questions sur les politiques d'importation alimentaire, les politiques nationales de distribution ainsi que sur les politiques concernant les vols et la corruption. Bien évidemment, tout cela nuit à la viabilité agricole et à la sécurité alimentaire d'un pays. C'est assez facile à comprendre.

L'Irlande a posé une question sur les investissements en matière de systèmes agricoles. À ce propos, je voudrais évoquer le cas du Malawi, qui s'est doté d'une stratégie agricole prévoyant que

l'investissement de 77 millions de dollars dans les technologies d'irrigation du pays le rendrait définitivement autosuffisant en ressources en eau. Au Malawi, le FAO et le PAM ont expérimenté un nouveau système agricole qui, pour un très modeste investissement en semences de 100 000 dollars, permet d'obtenir pour 7 millions de dollars de produits alimentaires grâce à une toute nouvelle technologie de conservation.

Manifestement, nous devons surveiller de près les programmes à long terme. À cet égard, la dégradation du sol tient une place centrale. Nos activités de reforestation et nos programmes de « vivres contre travail » concernant le reboisement jouent un rôle très important. En fait, il s'agit plutôt de trouver des techniques et des talents et de partager les résultats de la recherche partout dans le monde, ce qui est tout à fait envisageable.

Concernant la question du niveau de l'appui et du développement à long terme, la tendance va à l'encontre du développement à long terme et est favorable aux investissements d'urgence à court terme. Personnellement, je pense qu'un investissement d'urgence à court terme peut devenir un investissement très efficace à long terme. Si l'on donne de la nourriture à des personnes qui traversent une situation de crise de façon à permettre aux enfants de se rendre à l'école, ou bien de façon à améliorer notablement leur nutrition ou leur état de santé, les buts initiaux deviennent dès lors des objectifs de développement à long terme, qui sont aussi ceux de la Déclaration du Millénaire des Nations Unies.

Pour ce qui est des facteurs de production agricole, j'ai bien peur que notre réunion intervienne avec deux semaines de retard. La FAO a fait du très bon travail avec la Zambie en l'aidant à réunir des moyens de production agricole. En fait, dans les six pays sur lesquels je me suis surtout concentré, l'appui des donateurs dans le domaine des moyens de production agricole, de la santé, des ressources en eau, de l'assainissement et de l'éducation est inférieur à 25 %. Or, l'appui au programme purement alimentaire avoisine désormais les 80 %. Nous sommes passés là à côté d'une grande occasion : soit nous ne disposions pas de semences, d'engrais et d'équipements, soit les semences étaient disponibles mais les populations n'avaient pas l'argent nécessaire pour les acheter. Je crains également que nous ayons manqué l'occasion d'entreprendre une planification pour relancer le processus. La FAO demandait, pour les moyens de production agricole, des sommes très modestes par rapport à ce qui était demandé au titre de l'alimentation, mais les donateurs n'en ont pas tenu compte. C'est pourquoi, au moment où le Conseil examine ces questions, je le prie d'envisager d'allouer des ressources pour l'achat de semences et d'engrais de manière à ce qu'un processus de planification puisse être lancé.

La Bulgarie a formulé des remarques concernant les systèmes d'alerte rapide et les technologies de l'information. Nous avons massivement investi dans les technologies de l'information. Pour chaque pays du monde, nous avons fourni ce que nous appelons des cartes d'évaluation de la vulnérabilité, dont chacun peut disposer gratuitement. Ces cartes reposent sur les meilleures technologies de l'information qui existent dans le monde et elles nous permettent de cibler nos travaux de manière appropriée.

Le monde a besoin de se concentrer sur les systèmes d'alerte rapide et sur les mécanismes d'évaluation. Outre l'agriculture, les six pays de l'Afrique australe ont désespérément besoin de mécanismes d'évaluation dans le domaine de la santé. Les infrastructures sanitaires font encore plus cruellement défaut que l'infrastructure agricole. Un si grand nombre de professionnels de la santé sont morts du sida et tant de médecins, d'infirmières et de pharmaciens ont quitté la région pour travailler en Afrique du Sud ou au Royaume-Uni que la communauté des professionnels a fondu comme peau de chagrin.

Nous travaillons en étroite collaboration avec le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) ainsi qu'avec le Représentant spécial du Secrétaire général Stephen Lewis. Dès que nous avons pris conscience de l'impact du sida, nous avons modifié la nature de notre panier de produits alimentaires. En effet, une personne frappée par le sida a besoin de 500 calories supplémentaires par jour, car toute personne vulnérable a besoin d'un apport calorique journalier plus important. Ces mêmes personnes ont également besoin de plus de protéines. Aussi avons-nous modifié notre panier de produits alimentaires afin de tenir compte de cette donnée.

Je suis sensible à la question posée par le représentant du Cameroun. Le Cameroun a fait montre d'un remarquable leadership dans le Programme

alimentaire mondial. Son représentant a demandé ce que l'on peut faire pour réduire l'indépendance vis-à-vis d'un petit cercle de donateurs. Nous comptons 15 ou 16 grands bailleurs de fonds. Il y a 20 autres pays qui ont les moyens de nous apporter une aide substantielle, et la plupart d'entre eux sont représentés ici aujourd'hui. Nous travaillons d'arrache-pied pour obtenir un appui important de la part de pays comme la Chine, la Russie, l'Inde, le Pakistan, la Thaïlande, la Hongrie, la Pologne, la République tchèque, l'Arabie saoudite, le Mexique, le Brésil, l'Argentine et le Chili – pays qui ont les moyens de nous venir en aide. Mon objectif personnel est que chacun des 191 États Membres de l'ONU apporte tous les ans une contribution volontaire, même symbolique, au Programme alimentaire mondial, parce que nous sommes tous responsables de ceux qui vivent au-delà de nos frontières, même si nous sommes nous-mêmes confrontés aux pires difficultés imaginables.

Je m'emploie pratiquement à plein temps à lever des fonds. Loin de me déranger, c'est une activité que j'apprécie. Mais nous avons besoin que l'on nous prête main forte. L'ampleur de la tâche est énorme.

J'ai apprécié la question du représentant de la Guinée concernant les Objectifs du Millénaire pour le développement et la sécurité de nos travailleurs. Plus de personnes engagées dans des activités humanitaires pour les Nations Unies ont perdu la vie en participant à des actions humanitaires qu'en travaillant pour le maintien de la paix. Nous avons perdu deux de nos collaborateurs ces deux derniers mois. Nous avons un magnifique mémorial à notre siège en l'honneur de ceux qui ont perdu la vie au service du Programme alimentaire mondial.

Le représentant de la Guinée a également évoqué le rôle des femmes. Les femmes jouent, en effet, un rôle extrêmement important pour ce qui est de nourrir la population et c'est pourquoi nous concentrons tant notre attention sur le rôle des femmes en Afghanistan. Même sous le règne des Taliban, nous faisions fonctionner 206 boulangeries, qui étaient essentiellement exploitées par des femmes et dont la moitié appartenaient à des femmes. Ces boulangeries ont apporté une contribution inestimable.

La Syrie a posé une question à propos de l'alimentation à l'école et d'autres programmes de sensibilisation pouvant être menés par les écoles lorsque les enfants les fréquentent. Je pense que le meilleur moyen de s'attaquer à l'Objectif du Millénaire pour le développement qui consiste à réduire de moitié la faim et la pauvreté est de donner à manger aux 300 millions d'enfants qui ont faim, et dont la moitié ne vont pas à l'école. Pour 19 cents américains par jour, nous pouvons nourrir un écolier. L'impact économique, social, politique et même humanitaire, de cet investissement est énorme.

Je me félicite de la question posée par la Fédération de Russie concernant la solution à long terme des problèmes clefs de l'Afrique. Travaillant avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), nous sommes en mesure de nous concentrer sur les questions de santé à long terme. L'UNICEF effectue un travail remarquable s'agissant des questions de l'eau, de l'assainissement et de la nutrition.

L'éducation est aussi tout à fait primordiale. J'estime que les institutions spécialisées du système des Nations Unies parviennent assez bien à s'attaquer à ces questions difficiles considérant les ressources dont on dispose.

Pour terminer, je voudrais indiquer que nous allons répondre de manière plus détaillée au Conseil et lui communiquer nos informations. Je voudrais demander aux membres du Conseil de bien vouloir nous aider financièrement et de plaider notre cause auprès de leur gouvernement, étant donné l'importance de ce que nous faisons pour la paix et la sécurité. Je voudrais leur demander également d'adopter une approche à plus long terme concernant l'investissement dans le développement et de considérer, dans ce contexte, les programmes d'alimentation scolaire. Les Objectifs du Millénaire pour le développement visant à réduire de moitié la faim et la pauvreté, à réduire la mortalité infantile, à éliminer le VIH/sida, à parvenir à la scolarisation universelle et à améliorer la santé maternelle sont des questions très importantes et sur lesquelles le monde devrait enregistrer des progrès substantiels considérant la richesse dont nous disposons aujourd'hui.

Je suis reconnaissant de l'occasion qui m'a été offerte aujourd'hui. Je pourrais faire un tour de table et remercier chacun des pays de ce qu'ils ont fait en notre faveur. La Norvège a eu une initiative de génie cette

année. La Croix-Rouge norvégienne nous a fait don de 250 camions en Afrique australe – des camions tout-terrain de 30 tonnes qui ne s'embourbent pas. Cela a été le plus précieux des cadeaux que nous avons reçus cette année. Nombreux sont ceux ici qui ont fait des dons comparables et nous leur en sommes extrêmement reconnaissants.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie M. Morris pour son exposé. En vérité, la manière dont il a répondu à la multitude de préoccupations est très encourageante pour le Conseil. Il a fait un excellent usage de son temps pour ce qui est de motiver la communauté internationale.

Il n'y pas d'autre orateur inscrit sur ma liste. Le Conseil de sécurité a ainsi achevé la phase actuelle de son examen de la question inscrite à son ordre du jour.

La séance est levée à 17 heures.